

## Mémoire déposé

par la **Coalition de Québec pour la paix**

aux

### **Audiences populaire sur le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan, le 9 février 2008.**



#### **Qui écouter ?**

Pour ces audiences *populaires*, la **Coalition de Québec pour la paix** est heureuse de justement profiter de ce mémoire pour citer des gens de l'Afghanistan, des gens qui ne sont aucunement enthousiastes face à la stratégie *militariste* imposée par George W. Bush ; avec l'appui du gouvernement Harper. Pour Bush et Harper, l'objectif macho est de faire la guerre, pour les gens honnêtes, l'objectif est de mettre fin à la guerre ou donc de gagner la paix. Bien des gens en Afghanistan ont certainement une vision plus mature et sincère de comment y arriver.

#### **L'OTAN et Harper disent vouloir aider les jeunes femmes : Les véritables féministes afghanes n'y croient pas ...**

N'est-il pas intéressant de laisser une féministe afghane décrire la situation en ses mots. Dans la Ville de Québec, le 9 septembre 2006, Malalai Joya, députée afghane élue démocratiquement dans la province de Farah, est venue décrire publiquement les crimes du gouvernement afghan actuel et la complicité du gouvernement étasunien. **La députée Joya s'exprima ainsi :**

*Mes amis honorables, cinq ans après la chute du régime misogyne et anti-démocratique des Talibans, presque cinq ans après le début de l'attaque menée par les États-Unis contre l'Afghanistan, vous aimeriez sans doute que je vous parle du progrès et des résultats positifs en Afghanistan, mais j'ai le regret de vous informer que l'Afghanistan est encore une terre en proie à un incendie double.*

*Le gouvernement américain a effectivement renversé le régime des Talibans, avec son esprit médiéval et ses maîtres d'al-Qaïda. Mais, ils ont permis que l'Alliance du Nord accède à nouveau au pouvoir. Ce groupe ressemble aux Talibans sur le plan des croyances, et ils sont*

*aussi brutaux et anti-démocratiques que les Talibans. Parfois encore pires.*

*(...) Lorsque le pays tout entier vit à l'ombre de l'arme à feu et des seigneurs de guerre, comment ses femmes peuvent-elles jouir des libertés les plus fondamentales ? Contrairement à la propagande diffusée par certains médias dans l'Ouest, les hommes et les femmes en Afghanistan n'ont pas été « libérés » du tout. (...)*

*Les crimes et les actes de brutalité commis par les seigneurs de guerre extrémistes persistent, et ce, sous le nez des troupes américaines et de l'ISAF. Des bandits armés de l'Alliance du Nord ont violé Fatima, âgée de 14 ans, ainsi que sa mère. Ils ont violé Rahima, 11 ans, et sa grand-mère de 60 ans. C'est un pays où Amina, 30 ans, a été tuée par lapidation, où Nadia Anjuman est devenue la cible facile de la violence de son mari parce que celui-ci avait la certitude de bénéficier de l'appui des seigneurs de guerre de l'Alliance du Nord misogyne.*

*Kathy Gannon, spécialiste en Afghanistan, dit avec raison que « les États-Unis ne s'intéressent pas à la paix en Afghanistan. Ceux qui ont tué des milliers de personnes, ceux qui ont appuyé l'industrie de la drogue, dirigent le pays. »*

*Les Afghans, les gens partout au monde qui croient à la justice, et des organismes internationaux en matière de droits de la personne, demandent d'une seule voix que les seigneurs de guerre et les anciens pantins pro-Moscou soient traduits en justice. Mais plutôt que d'être traduits en justice, ils se voient proposer des postes supérieures et des occasions de siéger au Parlement, avec l'appui des États-Unis et de ses alliés.*

*Le gouvernement étasunien inclut Gulbuddin Hekmatyar sur sa liste des terroristes les plus recherchés, mais 34 membres de son parti siègent au Parlement afghan. Les États-Unis travaillent avec des extrémistes pro-américains et ils s'opposent uniquement aux extrémistes anti-américains. Voilà la raison pour laquelle les gens se moquent de la « guerre sur le terrorisme ». (...)*

*Je pense que si le Canada et d'autres gouvernements tiennent vraiment à aider le peuple afghan et à effectuer des changements positifs, il faudrait qu'ils agissent de façon autonome, plutôt que de devenir un outil avec lequel le gouvernement américain peut imposer ses mauvaises politiques. Il faut qu'ils s'alignent sur les besoins et les désirs du peuple afghan et qu'ils cessent d'aider les seigneurs de guerre et les éléments réactionnaires et ignorants au sein du système.(...)*

*Je suis consciente des difficultés et des défis, et du risque de mourir aux mains des forces anti-démocratiques... Un jour, ils pourraient me tuer, puisqu'ils ont des armes à feu, ils détiennent le pouvoir et ils ont l'appui du gouvernement américain, mais ils ne pourront jamais me réduire au silence ni cacher la vérité.<sup>1</sup>*

### **Harper défendrait les droits des femmes, mais pas la députée Joya ?!**

#### **Le mandat démocratique d'une femme élue et courageuse est suspendu par un vote à main levée...**

Malalai Joya est entrée au nouveau parlement afghan en septembre 2005, élue dans la province de Farah, conquérant un siège à la Chambre basse (*Wolesi Jirga*). Âgée de 29 ans, Joya est la plus jeune du parlement. Lors du règne des Talibans, elle a dirigé un orphelinat et une clinique de santé en Afghanistan. En 2003, elle s'est levée pour dénoncer le fait que les dirigeants des comités en charge de la rédaction de la constitution étaient des hommes accusés de crimes de guerre. Critique acerbe des seigneurs de la guerre et défenseure des droits des femmes, elle s'est systématiquement vue empêcher de prendre la parole au parlement. Elle a survécu à au moins quatre tentatives d'assassinat.

Le 21 mai 2007, Malalai a été suspendue du parlement, par un vote imprévu à main levée. Le prétexte invoqué était un entretien accordé à la télévision privée afghane, durant lequel elle se plaignait que le parlement afghan était pire qu'une étable. Brad Adams, Directeur pour l'Asie de *Human Rights Watch* (HRW), un réseau réputé de défense des droits humains, affirme que « Malalai Joya est une féroce défenseure des droits humains et une voix puissante pour les femmes afghanes et qu'elle n'aurait pas du être suspendue du parlement ».

**Joya a fait une tournée mondiale dont une conférence à Vancouver, mais le gouvernement Karzaï lui a retiré son passeport et l'empêche de quitter Kaboul.** Cela fait maintenant plus de sept mois que son mandat démocratique a été violé, mais le gouvernement Harper a sciemment choisi de taire cette situation choquante : une telle hypocrisie, alors que sa propagande de guerre se fonde sur la prétention de vouloir défendre les droits des jeunes filles afghanes, est plus que révoltante. Il n'y a pas de mot pour décrire cette trahison des femmes afghanes et des valeurs québécoises et canadiennes.

---

<sup>1</sup> Malalai Joya, discours devant le Congrès du NPD fédéral, Ville de Québec, 9 septembre 2006.

## **Les défenseur-es des droits humains envoyés aux bourreaux**

Kim Sengupta vient de rapporter, dans le journal britannique *The Independent*, ce 31 janvier 2008 : **Un jeune homme, étudiant en journalisme, a été condamné à mort par une cour islamique pour avoir téléchargé un rapport sur Internet ; c'était un article abordant les droits des femmes.** Il semblerait qu'il s'agissait de Musulman-es iranien-nes estimant que l'oppression des femmes n'est pas inscrite dans le Coran. **Cette condamnation à mort a alors été confirmée par le Sénat afghan.** Elle ajoute : **Voici l'Afghanistan - pas à l'époque des Talibans, mais six ans après la « libération » et sous le gouvernement de l'allié des Occidentaux, Hamid Karzaï.**

Si ce n'était de la motion déposée rapidement par le NPD, et appuyée par l'ensemble de la Chambre des Communes (4 fév. 2008)<sup>2</sup>, nous croyons que le gouvernement Harper serait resté discret, tout comme il a abandonné la députée Joya. Nos soldats souhaitent réellement combattre pour les droits et libertés, mais nous jugeons qu'ils sont dirigés par des politicien-nes irresponsables qui ne défendent pas réellement l'ensemble des droits humains.

## **Un groupe de femmes afghanes (RAWA), déclara à l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars 2007) :**<sup>3</sup>

*Tant que les fondamentalistes sont au pouvoir, il n'y aura pas de fin à l'oppression et aux crimes contre les femmes afghanes*

*Le gouvernement des États-Unis et ses alliés ont commis une trahison impardonnable contre nos gens en installant les mafias jehadi au pouvoir et ils n'ont laissé aucun doute à nos gens et au monde qu'ils sont après leurs propres intérêts globaux et régionaux, mais ce qui leur est inutile c'est la stabilité, la liberté et la démocratie en Afghanistan.*

*Les femmes et les hommes d'Afghanistan doivent réaliser que cette liberté et la démocratie sont des valeurs et qu'il est insensé qu'elles soient données à nous par le pouvoir de bombardiers B52 et par des pays étrangers, des vagabonds et les espions étrangers d'Iran, Pakistan, USA et Russie. ...*

---

<sup>2</sup> 39:2 Hansard - 43 (2008/2/4) (1505)

<sup>3</sup> La déclaration de l'Association révolutionnaire des femmes en Afghanistan (fondée en 1977) à l'occasion du Journée internationale des Femmes, 8 mars 2007.

[En ligne] [http://www.rawa.org/events/march8-07\\_fr.htm](http://www.rawa.org/events/march8-07_fr.htm)

## ***Exterminer les Talibans, une stratégie ?!*** ***Qui sont vraiment les combattants « talibans » ?***

Si l'objectif est réellement d'apporter la paix, il importe de savoir qui sont ces Talibans que l'OTAN affirme vouloir vaincre par la force. Le précepte « Connais ton ennemi », du légendaire chef de guerre chinois Sun Tzu, est trop souvent négligé. Par méconnaissance de l'autre, ignorance de sa nature, de ses buts, de ses forces et de ses faiblesses, on peut se condamner à l'échec disait-il. La présentation qui suit provient de Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique et auteur de l'essai *L'Éthique du vampire* (2007).<sup>4</sup>

Selon les conclusions de la recherche du Conseil de Senlis, le nom « taliban » serait attribué aujourd'hui en Afghanistan à tous les insurgés combattant les forces gouvernementales et étrangères, mais il y aurait en réalité deux courants distincts dans ce vaste mouvement. Le premier serait composé de vrais Talibans, soit de miliciens porteurs d'une conception dogmatique et autoritaire de l'islam, reprenant à leur compte l'idéologie des Talibans des années 1990. Certains sont de citoyenneté pakistanaise, d'autres sont des Afghans réfugiés au Pakistan et qui reviennent se battre dans leur pays. D'autres enfin sont membres de groupes ethnoculturels et linguistiques dont le territoire s'étend à la fois en Afghanistan et au Pakistan et n'est divisé que par une frontière politique artificielle. Plusieurs Afghans considèrent que ces Talibans sont principalement motivés par un désir de puissance et cherchent à reprendre le contrôle sur certaines régions du pays, utilisant un discours religieux avec des objectifs politiques. Dans le Sud et l'Est du pays, les groupes de cette mouvance sont généralement liés aux Talibans officiels, soit l'organisation politico-religieuse qui s'est constituée dans les années 1990, avec l'aide des États-Unis et du Pakistan, qui avait réussi à prendre le pouvoir à Kaboul avant d'en être chassé en 2001. Cette mouvance comprend aussi le Parti de l'Islam et son chef Gulbuddin Hekkmattyar, également un ancien allié des États-Unis et du Pakistan, qui avait été vaincu par les Talibans.

[nb. Or, 34 membres de ce parti seraient élus au parlement selon la députée Joya.]

Le second courant, de loin le plus dynamique, regroupe une grande diversité d'individus et d'organisations. On y trouve des chefs de guerre, des trafiquants de drogue et de simples individus motivés par une volonté de puissance, des intérêts économiques, une frustration et une désillusion à

---

<sup>4</sup> Francis Dupuis-Déri, « Qui sont vraiment les combattants « talibans » ? », dans *L'Aut'Journal*, 7 janvier 2008. [En ligne] <http://www.lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=504>

l'égard de la situation économique, sociale et politique, ou encore par un désir de vengeance contre les forces gouvernementales et étrangères.

Là encore, toutefois, la solde serait la principale motivation des miliciens à se lancer dans la guerre. Ainsi, un vieil homme de Kandahar explique que « plusieurs individus rejoignent les Talibans seulement parce qu'ils ont besoin de nourrir leur famille ». Les motivations des miliciens sont également liées à des enjeux politiques. La plupart considèrent que leurs proches ou eux-mêmes ont été traités injustement par les forces gouvernementales de Kaboul ou les armées étrangères. M. Dupuis-Déri ajoute que d'autres miliciens s'enrôlent dans la résistance pour protester par les armes contre les déplacements forcés de milliers de personnes hors des zones instables et contre l'éradication de la culture du pavot qui entraîne la faillite des cultivateurs.

La *Coalition de Québec pour la paix* constate que les dirigeants américains décident d'amalgamer les Talibans avec les terroristes internationaux tels Al-Qaïda, donc faisant partie « de l'axe du mal ». Le mot d'ordre est donc : nous ne parlons pas et ne négocions pas avec ce monde-là ! **Or, il est essentiel de saisir deux points cruciaux :**

- a) **les Talibans sont composés de nombreux nationaux afghans, ayant des objectifs locaux et nationaux et** —comme l'affirme les spécialistes, des agents de plusieurs membres de l'OTAN et les Talibans eux-mêmes— **ne sont pas au service d'Al-Qaïda ;**
- b) **il n'est pas logique de croire que ce mouvement politico-culturel peut être éradiqué ou anéanti par les armes** — il ne s'agit aucunement d'une armée nationale qui cesse son combat une fois vaincue militairement.

**Obligatoirement, l'OTAN, l'ONU, les dirigeant-es des factions afghanes dont les « Talibans » auront à se parler et à négocier une paix, que ce soit maintenant ou après 10 années de guerre. Combien de victimes civiles (incluant les blessées, déplacées, réfugiées, sans-soin, sans-emploi) faut-il pour qu'ils se parlent ?**

***Au-delà des intentions, il faut voir les effets de nos actions :  
ou toujours plus de la même chose, en échec perpétuel***

Alors que la guerre au terrorisme lancée en 2001 devait arrêter sinon diminuer les attentats terroristes, des statistiques, obtenues par le Centre national antiterroriste des Etats-Unis, démontrent qu'il y a une augmentation de 30% des attentats terroristes et 40% plus de victimes. Le nombre d'enfants victimes d'attentats terroristes a augmenté de plus de 80% en 2006 par rapport à 2005 : on a dénombré plus de 1,800 enfants tués ou blessés dans des attentats terroristes en 2006. Ces données ne nous étonnent pas puisque, lors de la présence de Robert Turcotte en Irak, des gens ayant perdu des membres de leurs familles pendant les bombardements lui avouaient leur désir de vengeance.

Pour justifier une « guerre au terrorisme », il faut susciter la guerre et générer un grand nombre de terroristes. N'importe qui pouvait prévoir qu'envahir l'Afghanistan et l'Irak allait créer des réactions violentes. Mais il ne faut jamais oublier les très nombreuses victimes civiles causées par les méthodes de guerre étasuniennes en Irak et en Afghanistan, sans compter qu'il y a eu plusieurs successions de dizaines de milliers de personnes qui ont été incarcérées dans les prisons abusives des États-Unis.<sup>5</sup> Plusieurs survivants de ces familles, femmes et hommes, font le choix de prendre les armes. Un fermier de la province d'Urugzan explique que « le bombardement aérien des villages est la raison pour laquelle des gens normaux rejoignent l'insurrection. Si quelqu'un perd un frère ou un fils dans une frappe aérienne menée par les étrangers, il va rejoindre les talibans pour aller combattre ».

Sécurité: Dans l'est de l'Afghanistan, 90% des hommes interrogés considèrent que les troupes étrangères réagissent mal lorsqu'elles sont attaquées. Ainsi, des soldats des États-Unis ont tiré à l'aveugle dans une foule en mars 2007, tuant au moins 10 personnes civiles, après que leur convoi a été ciblé par une bombe. Selon le rapport du *Center for Strategic and International Studies*, les Afghans se sentent moins en sécurité en 2007 qu'en 2005, en grande partie en raison des combats menés de parts et d'autres.<sup>6</sup>  
**L'ONU révélait pour sa part que, dans les six premiers mois de l'année 2007, les troupes étrangères avaient provoqué la mort de centaines de victimes civiles, plus que n'en avaient tué les milices des insurgés.**

---

<sup>5</sup> Cette estimation est fondée sur les faits : il y a eu, en Irak, plusieurs « rotations » de dizaines de milliers de personnes qui ont goûté aux prisons militaires.

<sup>6</sup> Center for Strategic and International Studies, *Breaking point : Measuring Progress in Afghanistan*, Washington, 2007.

Aide humanitaire et conditions de vie : Après quatre années de combats, sans grands succès pour maîtriser la résistance des Talibans, le gouvernement des États-Unis insiste sur des raisons humanitaires pour justifier sa présence en Afghanistan et pour convaincre les pays à combattre à leur côté. Les politicien-nes tentent de nous convaincre que nous sommes en Afghanistan pour améliorer la situation des femmes afghanes, pour favoriser le retour des enfants à l'école, particulièrement les filles et pour la reconstruction du pays ; les médias de masse rapportent ces propos avec peu d'information indépendante.

La journaliste Céline Galipeau de Radio-Canada nous informait, dans un de ses reportages, que les 10 milliards de dollars versés en aide jusqu'ici en Afghanistan ont principalement servi à enrichir une classe de nouveaux riches qui se font construire des palais sur les terres que le gouvernement Karzaï leur a octroyées gratuitement. Selon nous, cette constatation est confirmée par des honnêtes citoyen-nes, d'origine afghane, en entrevue au Québec. Lors de sa récente visite, madame Louise Harbour, Haut Commissaire des droits de l'Homme aux Nations-Unies, mentionnait qu'il n'y avait eu aucun progrès pour les droits humains en Afghanistan. Par ailleurs, 80% des hommes dans les provinces du Sud et 95% dans l'Est pensent que les troupes étrangères ne les aident en rien en termes de sécurité et de conditions de vie. Les militaires des États-Unis et du Canada sont critiqués pour passer dans les villages en promettant ici de creuser un puit et là de construire une école, mais pour ensuite partir et ne jamais revenir.

Alors que M. Peter MacKay, à l'époque ministre canadien de la Défense, annonçait que des milliers d'afghan-es, qui avaient fui le pays, revenaient chez eux, le Senlis Council revenait d'une visite de 18 camps de réfugiés. Cet organisme nous apprenait que tous les camps avaient augmenté en nombre de gens et que les programmes d'aide humanitaire ne fonctionnent pas. De plus, leurs investigations à l'hôpital de Kandahar permirent de faire le constat que personne n'avait jamais vu les 5 millions de dollars promis à cet hôpital.

Culture de l'opium : Toujours selon le Senlis Council, les Talibans avaient éliminé la quasi-totalité de la culture du pavot pour la réduire à une production de 180 tonnes. Actuellement, en 2007, 8,100 tonnes d'opium sont produites. Cette pratique est poussée par certains acteurs des États-Unis, même si du même coup l'armée reçoit l'ordre de détruire certains champs, alors que la population souhaite une solution légale et ne demande pas mieux que de cesser la production d'opium. Occidentaux, seigneurs de guerre, Talibans,



tous cherchent à extorquer ces producteurs désespérés. Le docteur Jalal, directeur du centre de toxicomanie de Kandahar, dit qu'il n'y avait pas d'héroïnomanes pendant les 30 ans de guerre. Depuis, il y aurait 4,000 consommateurs-trices d'héroïne et ce nombre serait en croissance.

Un villageois de la province de Kandahar explique ainsi que « les étrangers ont amené l'éradication, mais pas l'irrigation ni les cliniques médicales ». Un résident de Kandahar dira pour sa part que l'« enjeu de cette guerre n'est pas les Talibans, mais le pavot. [...] Les seigneurs de la drogue mènent la guerre contre le gouvernement. Le vrai problème, c'est l'opium dont l'Afghanistan fournit 90% de la production mondiale ».

### ***La télé-réalité ou assassiner les journalistes***

Depuis le nouvel engagement guerrier du Canada, les journalistes et les politicien-nes affirment l'amélioration de la qualité de vie des Afghans et Afghanes et la reconstruction. Toutefois, jamais on nous a présenté d'images télévisuelles des résultats desdits travaux de reconstruction et les reportages de rencontres avec des Afghans sont toujours réalisés en présence de militaires armés. Comment peuvent-ils recueillir des témoignages sincères et justes de la part de personnes faisant face à une mitrailleuse, sous un régime oppressif.

La députée afghane Joya nous informait que de nombreux journalistes afghans étaient emprisonnés, torturés et même tués. Il nous faut rappeler qu'un étudiant en journalisme risque actuellement l'exécution, ou la censure si Karzaï lui sauve la vie, pour avoir simplement lu les opinions de Musulman-es plus progressistes sur les droits des femmes. *Reporteurs Sans Frontières* dénonçait la mort de plus d'une trentaine de journalistes étrangers. Est-ce parce qu'ils étaient tous au mauvais endroit au mauvais moment ou parce que certains désiraient dénoncer des situations considérées gênantes ?

## ***Leurs véritables priorités***

Vaincre le terrorisme : Très rapidement après les événements du World Trade Center, l'administration Bush a prétendu que bombardier puis envahir l'Afghanistan et l'Irak allaient permettre d'éradiquer le terrorisme, or cette forme de violence politique est une cible dynamique et insaisissable. Pourtant, l'approche des expert-es en lutte au terrorisme était claire avant 2001 : le terrorisme se combat par des interventions policières qui doivent être fondées sur le droit et la justice. Les citoyen-nes du monde affirment, pour leur part, que c'est en luttant contre l'injustice mondiale et par la solidarité internationale que nous vaincrons le terrorisme. Le mensonge de la « guerre au terrorisme » saute aux yeux, vu que le terrorisme est constitué de cellules clandestines, mais aussi vu le fait que les gouvernements Bush et Harper tolèrent des factions qui violent brutalement les droits humains et que l'administration Bush est elle-même responsable de Crimes contre l'Humanité (déportations vers la torture, abus des prisons secrètes, Guantanamo Bay, etc.).

**En résumé, l'emplacement géographique des territoires que les États-Unis ont entrepris d'occuper, à la suite du 11 septembre 2001, leur permet de tenir à l'œil des pays comme l'Iran, le Pakistan, l'Inde, la Russie ainsi que la Chine.** Même si la Guerre froide a pris fin avec la chute de l'URSS, la grande puissance mondiale peut, par son établissement en Afghanistan, surveiller de près les activités de la Russie et de ses pays satellitaires. De plus, la montée économique de la Chine a quelque chose d'inquiétant pour les financiers occidentaux. Si jamais la Chine devenait agressive, il serait plus facile d'intervenir à partir de l'Afghanistan. En occupant militairement l'Afghanistan et l'Irak, les États-Unis encerclent l'Iran et espèrent limiter la volonté des pays avoisinant le Golfe persique. Certains spécialistes du monde arabe vont jusqu'à évaluer que les États-Unis ont manipulé intelligence, notamment le groupe al-Qaïda, afin d'obtenir plus de contrôle sur la Russie, l'Inde et la Chine et ainsi parvenir à s'appropriier du pouvoir sur les ressources pétrolières de l'Asie.

**Le but du gouvernement étasunien et des pays partenaires est de s'installer dans cette région pour avoir plus de contrôle des marchés entre la Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite, la Russie et l'Europe.** L'Afghanistan est aussi convoité pour transporter du pétrole de la mer Caspienne vers l'Inde et la Chine. **L'Afghanistan représente un endroit stratégique qui sera appelé à jouer le rôle de voix d'acheminement du pétrole et du gaz de l'Asie centrale vers l'Océan Indien.** Depuis 1991, la Russie, les États-Unis et l'Iran se disputent le contrôle de l'acheminement des hydrocarbures de la Mer Caspienne vers les marchés asiatiques et européens.

Les principaux objets de convoitise dans cette région du monde sont composés du gaz du Turkménistan, du pétrole de la Mer Caspienne, de l'or de l'Ouzbékistan ainsi que du coton du Kirghizstan.

**Avant 2001, l'entreprise étasunienne UNOCAL menait un consortium pétrolier qui voulait, avec les Talibans, construire un oléoduc à travers l'Afghanistan<sup>7</sup>, mais la Banque mondiale refusait de financer le projet vu que les Talibans n'avaient pas réussi à pacifier la guerre civile afghane.<sup>8</sup> C'est à ce moment, en 1998, que soudain les politicien-nes concernés ce sont mis à dénoncer les Talibans et leurs violations des droits des femmes.<sup>9</sup> Avant, ils étaient trop alliés aux Talibans pour appuyer les citoyen-nes du monde qui dénonçaient les crimes horribles contre les femmes et la répression des citoyen-nes. D'ailleurs, étrangement, M. Hamid Karzai est un ancien membre d'UNOCAL...**

### ***Les grands gagnants de cette guerre***

Pendant que le Chef d'état-major de la Défense du Canada, le Général Rick Hillier, celui-là même qui a dit lors de sa nomination « nous sommes les forces armées canadiennes et notre travail est d'être en mesure de tuer des gens », insiste sur l'importance de la formation de policiers et de soldats afghans. Au même moment, le président Karzai a nommé treize anciens commandants ayant des liens avec la contrebande de drogues, avec le crime organisé et avec des milices illégales à des postes de hauts dirigeants au sein de la police.

Jusqu'à présent, les grands gagnants de ces conflits au Moyen-Orient sont les producteurs d'armement et de munitions. Le Canada, qui en profite largement au détriment de nombreuses pertes humaines, est maintenant au 6<sup>e</sup> rang mondial parmi les exportateurs d'armement : des ventes de 20 millions de dollars en 2001 à 140 millions en 2006. Dans la vente de munitions, le Canada est au 4<sup>e</sup> rang mondial, de 140 millions de dollars en 2001 à 900 millions en 2006.

Le processus de réarmement du Canada exerce des conséquences considérables sur la société canadienne. Celle-ci devient de plus en plus une copie fidèle de celle de l'Oncle Sam, une société dominée par les règles implacables du marché capitaliste trans-nationalisé dont les effets se font sentir dans toutes les sphères de l'activité sociale et

---

<sup>7</sup> « Afghanistan plans gas pipeline », BBC News, 13 May, 2002.

[En ligne] <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/1984459.stm>

<sup>8</sup> Selon une analyse en ligne, en 2001, sur le site du ministère de la Défense du Canada.

<sup>9</sup> *Id.*

humaine. Ce processus mine les valeurs universelles promues dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de même que celles que les mouvements sociaux tentent de sauvegarder, soit celles de la coopération, de la solidarité, de l'entraide et de la justice sociale. La militarisation se développe aux dépens de la santé, de l'éducation et des programmes sociaux. Elle a comme incidence de diviser la société entre les tenants du militarisme et ceux qui défendent et protègent les droits humains et les libertés fondamentales. Elle exerce un effet pernicieux sur le système démocratique global du pays en assujettissant encore davantage le politique aux exigences des entreprises multinationales et des mieux nantis ([mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)).<sup>10</sup>

En constatant tous ces faits, nous nous demandons si certains gouvernements membres de l'OTAN cherchent volontairement à ce que l'Afghanistan soit en guerre et dirigé par des autocrates répressifs. Certains politicien-nes, surtout des mouvements conservateurs nord-américains, ne semblent pas avoir saisi les mêmes leçons de l'histoire humaine, c'est-à-dire la sagesse de comprendre que, pour mettre fin à une guerre, il faut gagner la paix. Ironiquement, au lieu que ce soit les parlementaires canadiens qui saisissent la situation, ce sont souvent des officiers militaires interviewés qui mentionnent l'importance d'une solution politique avec les diverses factions afghanes, dont font partie les Talibans.

---

<sup>10</sup> Jules Dufour, « Réarmer le Canada aux dépens du développement humain : pauvreté au Canada et priorité à la défense nationale », dans *Mondialisation.ca*, 17 mai 2007.  
[En ligne] <http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=5675>

## Conclusions

Considérant que...

- **cette mission tend à détériorer la situation** plutôt qu'à l'améliorer, avec de nombreux milliards de dollars dans la guerre et trop peu dans la soi-disante reconstruction, sans oublier le nombre croissant de victimes civiles ;
- le **gouvernement Karzai est composé en grande partie de criminels de guerre et n'intervient pas pour protéger les droits humains** ;
- le gouvernement canadien collabore avec un gouvernement corrompu, en plus de **jouer le rôle de serviteur de l'administration Bush** ;
- les **ordres du gouvernement du Canada ne sont pas cohérents avec les raisons invoquées** et donc que ce gouvernement ne dévoile pas les véritables objectifs de cette guerre ;
- de **nombreuses femmes afghanes estiment que seulement le peuple lui-même peut s'affranchir vu que la liberté et la démocratie sont des valeurs que n'apportent pas la guerre des États-Unis et ses alliés** ;
- les conservateurs étasuniens et canadiens n'ont aucune conception de comment apporter la paix ni la démocratie et imposent plutôt une **approche militariste et macho menant à une guerre sans fin**,

la *Coalition de Québec pour la paix* arrive à la conclusion que...

- ✚ **l'intervention de l'OTAN n'est pas au service de la population afghane et sert plutôt des intérêts inavoués ou inavouables,**
- ✚ **l'objectif doit être de gagner la paix : il est irresponsable et immoral de n'avoir aucune stratégie politique pour apporter la paix et mettre fin à la guerre, alors que les soldats québécois-es et canadien-nes sont déployés.**
- ✚ **C'est pourquoi nous sommes donc dans l'obligation d'exiger que l'armée canadienne, ainsi que toutes les forces militaires de l'OTAN, se retirent de l'Afghanistan.**

*Coalition de Québec pour la paix*

Rédigé par Robert Turcotte et Michaël Lessard.  
Merci aussi aux analyses de Normand Beaudet et de Francis Dupuis-Déri.

***Coalition de Québec pour la paix***



Adresse postale :

RéseauFS-QCA  
435 du Roi, Québec, QC, G1K 2X1

[info@coalitionsquebec.org](mailto:info@coalitionsquebec.org) / 418-254-6448 (#225)

**[www.coalitionsquebec.org](http://www.coalitionsquebec.org)**